**PÉROU - CONTEXTE ACTUEL DU PAYS, LA RÉGION DE CUSCO ET LA PROVINCE D'ACOMAYO, FACE À L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE, CORONAVIRUS, COVID-19**

Au Pérou, le premier cas positif a été signalé le 6 mars, dans la ville de Lima. Quelques semaines plus tard, le 19 mars, nous avons enregistré le premier décès, également à Lima. Actuellement (04-05-2020), le pays compte 47.372 cas confirmés et 1.344 décès. Lima continue de concentrer le plus grand nombre de personnes infectées, étant le principal foyer de la pandémie. À l'intérieur du pays, Lambayeque, Piura et Loreto sont les régions où le nombre de cas est le plus élevé.

Comme premières mesures, le 15 mars, le gouvernement a décrété l'état d'urgence et mis en place l'isolement social obligatoire, qui a été prolongé à trois reprises jusqu'à présent (26 mars, 12 avril et 23 avril), avec une date limite fixée au 10 mai. Cette mesure a été renforcée par l'immobilisation sociale obligatoire, qui prend effet de 18 heures à 5 heures du matin dans la majeure partie du territoire national.

Entre autres mesures, le gouvernement a mis en place des aides économiques au profit des ménages en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté, ainsi que des familles entrepreneuriales, mais en situation à caractère informel. Dans le domaine de l'éducation, le ministère de l'éducation a suspendu indéfiniment l'année scolaire 2020 afin d'empêcher la propagation du COVID-19. La même mesure a été appliquée à toutes les universités publiques et privées du pays et elle a permis de développer la stratégie éducative de travail à distance "J'APPRENDS À LA MAISON" qui prévoit des sessions d'apprentissage par la radio, la télévision et Internet.

Durant ces dernières semaines, un autre problème à caractère social est venu s’ajouter aux problèmes économiques, politiques et sociaux, déjà générés par la situation. Il s’agit de la mobilisation de milliers de personnes (hommes, femmes, jeunes et enfants, personnes âgées et familles entières), appelées "marcheurs", qui, en raison de la perte de leur emploi, de l'absence d’aides économiques pour se nourrir et payer leur loyer, entreprennent le retour dans leur région d'origine. Ainsi, l'exode humain devient également un problème de santé publique, puisque l'État ne prend pas de mesures sanitaires opportunes pour contrôler la propagation du coronavirus.

**Contexte et situation actuelle dans la région de Cusco**

Comme dans toutes les régions du Pérou, Cusco assimile progressivement l'"état d'urgence", décrété par le gouvernement central et ratifié par le gouvernement régional, aux 13 provinces de Cusco, parmi lesquelles la province d'Acomayo avec ses districts respectifs. En ce moment, l'image de la ville est celle de rues vides, de gens portant leurs masques de prévention. Le personnel de la police nationale, de l'armée et de la sécurité publique municipale, veillent à l’application de l'isolement social obligatoire dans les rues et exigent le respect de l'"état d'urgence".

En ce qui concerne les mesures prises en raison du Covid-19 dans la région de Cusco, on suit attentivement les rapports du Ministère de la Santé et de la Direction Régionale de la Santé de Cusco (DIRESA). La DIRESA de Cusco a rapporté aujourd'hui 4 mai, 234 cas confirmés de coronavirus et 4 décès jusqu’à ce jour.

**LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL D'ACOMAYO DANS LE CONTEXTE DU CORONAVIRUS, COVID-19.**

Les effets collatéraux des mesures d'isolement et de distanciation sociale mises en œuvre par l'État ont encore aggravé la situation économique des familles rurales, en particulier des femmes. Bien que des aides économiques aient été mises en œuvre (Bon de Soles/.380 pour les ménages en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté qui se trouvent dans les zones géographiques les plus vulnérables sur le plan de la santé et pour les ménages vulnérables de travailleurs indépendants et Bon rural de S/. 760 pour les ménages en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté dans les zones rurales), ces aides n'arrivent pas en temps voulu dans les zones rurales. De nombreuses personnes n'ont pas encore pu bénéficier de ces allocations ou n'ont pas été prises en considération parce qu'elles font partie d'autres programmes sociaux (Juntos ou Pensión 65), programmes qui fournissent des aides économiques d'une valeur de S/. 200,00 à S/. 250,00 tous les deux mois, montants qui, dans ce contexte, sont insuffisants pour couvrir les besoins alimentaires de base.

Ces mesures affectent également la production agricole des familles. Dans certains cas, le confinement a empêché les agriculteurs d'accéder à leurs exploitations, ce qui a affecté leur souveraineté alimentaire et la possibilité de générer des revenus à partir de la commercialisation de leurs produits. L'isolement les a empêchés de se rendre dans leurs fermes pour récolter et/ou semer, ainsi que pour s'occuper de leurs animaux. Les conséquences se traduisent par la perte de nourriture, de récolte et de revenus, précisément en raison de la difficulté d'accès aux moyens de transport qui leur permettent d'acheminer leurs produits vers des marchés autres que les marchés locaux.

La fermeture et le contrôle des routes entravent également l'accès aux communautés et, par conséquent, l'approvisionnement et la diversification des aliments, ce qui entraîne la hausse des prix des produits de première nécessité comme le riz, le sucre, les nouilles, la farine, l'huile, etc.

Face à cette situation et conformément au décret d'urgence n° 033-2020-PCM, la municipalité provinciale d'Acomayo a distribué, le 8 avril dernier, des paniers de denrées alimentaires de base à 663 familles vulnérables. Malgré cet effort et compte tenu des budgets alloués, toutes les familles en situation de vulnérabilité n'ont pas bénéficié de ces paniers.

Un autre des phénomènes sociaux résultant des mesures sanitaires d'urgence a été la mobilisation de milliers de citoyens, qui quittent les principales villes de notre pays pour retourner dans leur communauté d'origine. À Acomayo, 327 citoyens, hommes et femmes, sont revenus.

C'est pourquoi les initiatives communautaires visent à contenir et à empêcher l'entrée des citoyens qui tentent de contourner les contrôles de sécurité, ainsi qu'à s'assurer qu'ils respectent les mesures d'isolement. À cet égard, les habitants sont très préoccupés par l'identification des symptômes associés au coronavirus et par le manque de connaissances des pratiques sanitaires pour le combattre. Leurs demandes précises ont donc été de recevoir des vêtements et des instruments (bottes, ponchos de pluie, sifflets, lampes de poche, masques) pour effectuer la surveillance, ainsi que des kits d'hygiène (savon, gel hydroalcoolique, etc.)

**SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE "J'APPRENDS À LA MAISON" À ACOMAYO.**

La direction de l'UGEL Acomayo a signalé des difficultés à diffuser cette stratégie. En effet, selon les conditions de la zone et les possibilités des habitants, elle n'est possible qu'avec une transmission radio. Même ainsi, il n'y a pas de budgets suffisants pour la passation de contrats d'espaces radiophoniques et aucune alliance n'a été conclue avec les médias locaux pour permettre un retour d'information sur le contenu et les activités éducatives proposées dans les sessions. En ce sens, Kallpa a réaffirmé son engagement et rend cet accès possible grâce au projet de prévention de la violence.

L'enseignement à distance présente des limites et des doutes qui touchent les élèves et leurs familles. Ces dernières devraient assumer un rôle actif dans le suivi des apprentissages de leurs enfants. Cependant, les compétences de base des parents en lecture et en écriture les empêchent de participer activement à ce travail. De même, ne pas avoir de recharges de téléphone ni de téléphone intelligent (smartphone) sont des obstacles pour que l'élève et sa famille puissent être en contact avec leurs professeurs.

Certains étudiants, malgré les mesures d'isolement, se consacrent à des activités agricoles (nourrir les animaux, faire paître, semer, récolter, etc.) ce qui leur prend beaucoup de temps en dehors des activités éducatives. Le peu de temps qu'ils y consacrent, ils préfèrent le faire sans l'intervention ou l'aide de leurs parents. En outre, l'école manque à beaucoup, en tant qu'espace de loisirs et de socialisation, qu’ils n’ont pas en ce moment.

**SUR LA SITUATION DE LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE ET DE LA VIOLENCE DE GENRE À ACOMAYO**

En raison de l'urgence sanitaire, le personnel de santé a concentré ses efforts sur les soins et la surveillance du Coronavirus, COVID-19, même s'il n'y avait pas de cas. Également, en raison des mesures d'isolement, la population a diminué sa demande de soins. De même, la Stratégie des Etapes de la Vie Adolescente a été affaiblie dans une certaine mesure. Sa mission est de fournir des soins complets aux adolescents, en mettant l'accent sur la santé sexuelle et reproductive. Elle utilise pour cela l'espace éducatif (les écoles) pour promouvoir ses services.

Actuellement, il n'y a pas de chiffres exacts sur la situation de la santé sexuelle et reproductive des adolescents à Acomayo. Cependant, l'ONU met en garde contre la possibilité que plus de sept millions de femmes aient des grossesses non désirées pendant le confinement, principalement en raison du manque d’accès à la contraception et de la récession économique. On prévoit même que, dans certains pays, les familles à faibles revenus pourraient utiliser les unions précoces (des filles) comme mesure pour alléger le fardeau économique.

Heureusement, le ministère de la santé a mis en place une directive sanitaire pour garantir la santé des femmes enceintes et la continuité des soins de planification familiale. La DIRESA et la Red Sur de Salud Cusco, à laquelle est rattachée la Mircro Red de Salud Acomayo, en alliance avec d'autres ONG telles que Plan International et le CADEP, où nous intervenons également, discutent de stratégies visant à faciliter l'accès des adolescents aux services de santé sexuelle et reproductive.

En ce qui concerne la question de la violence de genre, ce problème s’est aggravé de 20%, selon les indicateurs des Nations Unies. À Acomayo, les membres de la PNP et les opérateurs de la justice (ministère public, CEM, juges de paix) ont concentré leurs efforts sur les activités liées à la prévention et au confinement du coronavirus, et non sur l'identification et le renvoi en justice des cas de violence. Ces mêmes organismes ont observé une réserve stricte quant au nombre de cas de violences. Cependant, au 16 avril, selon le Bureau de la participation citoyenne d'Acomayo, cinq cas de violence familiale et quatre cas de violences physique et psychologique avaient été enregistrés.